

RÉUNION PUBLIQUE

DANS LE CADRE DU GRAND DEBAT

Organisée par l'Association des Amis du journal *La Vie*

Mercredi 13 février 2019

Centre œcuménique Saint Marc - Grenoble

Démocratie et citoyenneté

Les corps intermédiaires en démocratie

- Avec Emmanuel Macron, les lobbies sont davantage écoutés par le pouvoir que les corps intermédiaires. Le Président de la République doit entendre bien davantage la société civile et notamment les représentants d'associations et pas seulement les dirigeants d'entreprises. ***Ce n'est pas nécessaire de changer la 5ème République mais il faut abandonner ce côté monarchique.***
- ***Les associations ont l'obligation de rendre des comptes dans des assemblées générales annuelles. Cela devrait être pareil dans toutes les institutions de la démocratie pour respecter les liens avec la base.*** La présence des habitants est nécessaire dans tous les rouages de décision pour la démocratie.
- ***On a besoin d'une réforme importante pour que les responsables politiques écoutent les corps intermédiaires,*** charge à ces derniers d'écouter leurs adhérents pour faire remonter leurs points de vue.
- Le rôle des associations doit être davantage reconnu ; le travail qu'elles font, leur rôle social et économique n'est pas reconnu par l'État. Elles ont de moins en moins de moyens pour leur permettre d'agir avec la suppression des emplois aidés, la baisse des subventions. Elles sont pourtant en train de faire le travail que l'État ne fait plus (par exemple dans l'aide aux devoirs, l'alphabétisation...). ***Il est nécessaire de faire remonter leurs actions, leur rôle à ceux qui nous gouvernent, de dire quel serait l'état de certaines personnes si elles n'étaient pas là.***
- Le tirage au sort d'une partie des parlementaires pourrait aider à la représentation des citoyens mais ***les associations pourraient être sollicitées pour faire remonter les situations du terrain.*** C'est une vraie ressource pour la connaissance du terrain par nos représentants

Le rôle des citoyens dans la démocratie représentative

- La démocratie est un exercice difficile ; on a besoin d'expérimenter sur le terrain. Cette démocratie participative est d'une grande valeur. ***On a donc besoin d'expérimentations en complément de la démocratie représentative.***
- Pour une réforme constitutionnelle, on peut limiter le nombre de parlementaires élus ou supprimer des échelons du mille-feuilles ... mais ***il y a nécessité de tirer au sort des citoyens pour remplir aussi de telles fonctions, avec des conditions leur permettant de s'absenter de leur activité.***
- Les gens parlent, mais ils n'ont aucun poids sur les mesures prises ; c'est pour cela ***qu'il faut qu'ils deviennent participants sur le mode type des jurys de citoyens.***
Dans toutes les assemblées délibérantes, il ne doit pas y avoir seulement des professionnels de la politique ou des dirigeants ou des puissants mais une représentation de la diversité des citoyens. ***Pourquoi pas un conseil de citoyens pour chaque parlementaire qui lui apporterait une connaissance du terrain ?***
- Nous assistons à une inflation de lois ; ***pourquoi ne pas mettre une date de péremption à chaque loi ? Une évaluation au bout de ce délai, avec des jurys citoyens, permettrait de savoir comment évoluer.***

- La Cour des Comptes, c'est très bien mais ***pourquoi pas une Cour de la Démocratie comprenant toutes les composantes de la société pour lutter contre les fausses informations, les violences d'où qu'elles viennent, etc.***

Éducation à la citoyenneté

- ***Il est nécessaire de former les enfants à la discussion pour favoriser la solidarité plus que la jalousie. On peut penser à des mini-cours de philo pour ces enfants. On pourrait en profiter pour changer les paroles de la Marseillaise pour éviter qu'elles soient en contradiction avec la devise de la République... on pourrait faire travailler toutes les écoles de France sur de nouvelles paroles...***
- ***Il faut souligner la responsabilité sociale de l'université qui doit réfléchir et faire réfléchir au type de société à développer.***

Citoyenneté et solidarités

- La civilisation et la grandeur d'un pays se voient à la façon dont il traite ses pauvres. Il faut entendre Louis Gallois, en charge du collectif Alerte, qui a émis ***une proposition de salaire minimum de base (pas un revenu universel) à 60% du revenu médian qui fusionnerait les aides actuelles et/ou les réorganiserait.***
- ***Les jeunes ont des difficultés pour l'accès à la vie active en raison de l'inadéquation entre formation professionnelle et emplois offerts. Cela doit être un souci de toutes les générations et c'est une base des réformes à faire.***
- ***On a besoin de favoriser les liens intergénérationnels ; les retraités peuvent encore être utiles dans la société mais ils peuvent aussi profiter des savoirs être des jeunes qui sont différents des leurs.***
- ***Pour les prestations sociales, les salaires..., il faut privilégier des augmentations uniformes, en rapport avec l'inflation définie par un indice des prix plus juste, pour en finir avec des augmentations en pourcentage qui accroissent les inégalités.***
- ***Pourquoi un ouvrier au travail pénible ne serait-il pas autant rétribué que celui qui a la responsabilité de l'entreprise ?***
- On a besoin d'une réflexion de fond concernant la dépendance. ***Un effort gigantesque de la nation est nécessaire pour développer les services à domicile pour les personnes dépendantes.***
- ***Chaque citoyen doit réfléchir aux économies qu'il est prêt à faire pour pouvoir redistribuer équitablement sans ruiner le pays.***

Organisation de l'État et des services publics

Équilibre entre les territoires

- Quand va-t-on se mettre à créer des emplois en Régions ? ***L'État pourrait donner davantage l'exemple pour ses services administratifs et éviter ainsi à Paris de gonfler toujours un peu plus. La déconcentration de l'État est nécessaire mais il faut aussi encourager les grandes entreprises à quitter la Défense pour se relocaliser en Régions plutôt que vers les pays à bas coûts.***
- ***Des services publics ferment dans certains territoires ; pourquoi ne pas avoir des maisons de service public fixes ou itinérantes ?***
- Auparavant, la valeur travail était la plus importante et loisirs /plaisirs venaient après ; en 50 ans, l'échelle des valeurs s'est inversée. Dans les métropoles, on retrouve tous les moyens de satisfaire la valeur loisirs/plaisir. ***Il faut réfléchir au choix entre revenir sur l'échelle des valeurs et redonner aux métiers une certaine attractivité pour valoriser d'autres territoires d'une part, ou permettre de satisfaire les mêmes besoins partout d'autre part.***
- ***Les médecins pourraient donner un renvoi à la société qui a assumé en partie le coût de leurs études en acceptant d'aller un an là où la société a besoin d'eux.***

- **Les zones rurales désertées sont à rapprocher de la situation des migrants.** Certains villages acceptent de recevoir des migrants et ils sont revitalisés par l'énergie que ces personnes apportent.

Emploi public et services au public

- **On pourrait s'accorder sur une déclaration publique comme « pendant 5 ans, on maintient les effectifs des fonctionnaires en contact avec le public (infirmières, médecins, gardiens de prison... »).** Cela n'empêcherait pas de regarder du côté de la bureaucratie les possibilités de supprimer des postes.
- Beaucoup d'entre nous sont démunis car ils ne trouvent que des machines en face d'eux pour toutes sortes de démarches. **Comment avoir des solidarités vis-à-vis de l'utilisation des machines quand on a un problème avec Internet ? En allégeant le mille-feuilles, on pourrait trouver des personnels ressources pour davantage d'humanité dans les services.**

Emploi et solidarités

- Pourquoi n'a-t-on pas plus d'entreprises qui prennent des jeunes en formation en alternance ou en stage alors que dans des pays comme l'Allemagne ça fonctionne ? **La solidarité demande une ouverture des entreprises vers l'apprentissage bien supérieure.**
- Emmanuel Macron a essayé de comprendre les difficultés des entreprises (loi travail) mais il faudrait se mettre à la place d'artisans pour mesurer la lourdeur de la bureaucratie qui conduit à renoncer à embaucher. Pourtant ce secteur représente 20 à 25% de notre économie. Ainsi, c'est dur de coacher des apprentis ; c'est une surcharge pour l'artisan et cela renforce le poids de la bureaucratie. **Cela devrait être une obligation pour les gouvernants de se rendre compte par eux-mêmes de cette lourdeur**
- **Pourquoi les migrants ne pourraient-ils pas travailler dès leur arrivée en France ?** Ils sont dépendants de notre soutien et cela nous coûte plus cher que s'ils pouvaient avoir un emploi.

Fiscalité et dépense publique

Le rôle social des entreprises

- **Dans les entreprises, il est impératif de réduire l'étendue inadmissible des échelles de salaire.**
- Le personnel est fidèle à l'entreprise, donne beaucoup de lui-même et pourtant ne perçoit qu'une petite prime de fin d'année au titre des bénéfices réalisés, une aumône négligeable devant les retours aux actionnaires. **Il faut remettre l'augmentation de la participation à l'ordre du jour dans l'utilisation des bénéfices des entreprises et donner plus de pouvoir aux personnels.**
- L'apprentissage est toujours le parent pauvre. Il faut donner aux entreprises des moyens pour accueillir des jeunes afin de les garder pour l'embauche ensuite. **Pourquoi ne pas mieux répartir la taxe d'apprentissage pour favoriser l'apprentissage dans l'entreprise ?**
- **Une proposition par rapport aux jeunes et à leur emploi/formation serait de créer un service civique obligatoire de solidarité/citoyenneté. Il pourrait être financé par les entreprises du CAC 40 qui pourraient en retour trouver des jeunes à employer.**

Fiscalité et justice sociale

- L'inégalité des richesses, la disparité des revenus sont des problèmes majeurs. **Une réforme fiscale importante est à engager de toute urgence. Il faut aussi prendre des mesures contre l'évasion fiscale.**
- Le gouvernement ne construit que le tiers des logements sociaux nécessaires, en non-respect de la loi. En conséquence, des gens doivent vivre dans des taudis avec des loyers surévalués. **On pourrait taxer les locations trop chères par rapport à la qualité du logement au bénéfice du logement social et pénaliser lourdement (amendes, mesures d'interdiction...) certaines locations de façon à obliger les rénovations.**

Transition énergétique

Transition énergétique et solidarité intergénérationnelle

- Dans toute l'Europe, des jeunes manifestent régulièrement dans les Marches pour le climat. Ils veulent faire comprendre à toutes les générations que notre planète est menacée par les changements climatiques. **Notre devoir est de les soutenir car ils marchent pour l'avenir de la planète et ce sont eux les premiers concernés.**
- **Pourquoi ne pas prévoir d'instaurer une troisième chambre chargée des générations futures, qui aurait le pouvoir de se saisir et d'alerter contre les mesures prises par le pouvoir qui seraient néfastes pour les générations futures ?**

Transition énergétique et solidarité européenne

- Que pèse la France dans le monde avec 66 millions d'habitants et 1% de contribution à la pollution ? Les mesures de notre pays en vase clos ne peuvent être efficaces. **Il faut donc se battre pour l'Europe, plus à même de lutter efficacement et équitablement pour le respect de notre environnement.**

Transition énergétique et solidarité avec les plus pauvres

- **Pour les plus pauvres, les mesures d'accompagnement vers la transition énergétique peuvent apparaître comme une double peine** Par leur facture d'électricité, ils doivent payer les aménagements subventionnés de leurs voisins qui peuvent investir et leur logement est toujours aussi difficile à chauffer. **Il faut focaliser davantage les aides énergétiques sur les isolations des maisons et des immeubles et mettre des conditions aux subventions de projets comme l'éolien ou le voltaïque.**